



WHISTLEBLOWERS, CES NOUVEAUX CHASSEURS DE PRIMES...

Schering Plough a été condamné à verser 435 millions de dollars du fait de certaines de ses pratiques commerciales et pour des fraudes au programme Medicaid. Le 11 septembre, le laboratoire californien Dey (filiale de Merck KGaA) était poursuivi pour les mêmes raisons...

Si les condamnations sont récentes, le texte est ancien. Suite à l'augmentation des affaires de corruption dans les marchés de défense et aux profits indécentes de certains acteurs économiques lors de la guerre de Sécession, le gouvernement américain avait en effet adopté le FCA dès 1863. Cette loi donne à tout citoyen le droit de poursuivre au civil n'importe quelle entreprise qui, à son avis, a fraudé le gouvernement américain. Un juge de première instance entend l'affaire et le gouvernement peut décider de prendre part à l'action. S'il conclut à la fraude, le juge peut condamner le coupable à rembourser jusqu'à trois fois la somme volée. Une commission pouvant at-

teindre 30% des sommes récupérées par le gouvernement est alors versée au dénonciateur, le whistleblower. Devant la complexité des procédures de fixation des tarifs des médicaments achetés par l'Etat, l'industrie ne semble pas – hormis les cas de fraude caractérisée – la seule à blâmer. C'est tout du moins un des arguments avancés par John Kling, un des vice-présidents de Dey : « Quand une industrie entière est poursuivie - comme cela a été le cas avec les procès pour fraude aux prix engagés dans tout le pays par des douzaines de procureurs – cela indique que le véritable problème n'est pas le

comportement de l'industrie mais plutôt le système de remboursement mis en place par le gouvernement ». Les spécialités prescrites en dehors de l'AMM ne pouvant être prises en charge par Medicaid (et à quelques nuances près par Medicare), la promotion d'un produit en dehors de ses indications d'AMM est condamnable.

Commissions occultes. Dernier objet de litige : les commissions occultes. Ces commissions sont définies par le code de la santé américain comme «

une rémunération destinée à induire une personne à acheter ou à recommander l'achat de m'importe quel produit dont le paiement peut être effectué, en totalité ou en partie, par un

programme de santé fédéral ». Une lecture stricte du texte pourrait limiter de facto la participation des experts des groupes pharmaceutiques aux différentes commissions liées au médicament, y compris aux panels de la pharmacopée américaine ! Reste qu'avec une prise en charge publique de plus en plus étendue des médicaments aux Etats-Unis, notamment grâce à la mise en place de la partie D de Medicare, il est à craindre que les initiatives ne se multiplient. L'incitation à la dénonciation est telle – les whistleblowers se seront partagés, pour les seuls cas concernant la phar-

Promotion
condamnable



© CORBIS

macie, plus de 326,3 millions de dollars en 4 ans - que la grande majorité des cas portés devant les tribunaux avait été amenée par des salariés des groupes en question. Cet argent facile fait naître des vocations. La publication largement médiatisée des confessions de Peter Rost, un ancien cadre dirigeant de Pfizer, a mis le feu aux poudres. ■

FRÉDÉRIC BADEY
RÉSEAU SCIENCES DE LA VIE
MISSION ECONOMIQUE DE WASHINGTON